

## Migrations et philanthropie transnationale en Galicie, 1880-1930

Barbara Lambauer

Au cours des trois décennies précédant la Première Guerre mondiale, plusieurs millions de Juifs quittent l'Europe centrale et orientale pour les Amériques. Ce mouvement migratoire, déclenché au début des années 1880 par des pogromes dans le sud de la Russie, est devenu un phénomène de masse en peu d'années. Certains pays répondent pour bloquer une immigration jugée « indésirable » en limitant l'accès à leurs territoires, alors que le passage à travers l'empire des Habsbourg reste pratiquement libre. La Galicie, province située à son extrême nord-est, disparaissant en 1918 et partagée aujourd'hui entre la Pologne et l'Ukraine, devient ainsi l'une des principales plaques tournantes de ce mouvement. Un véritable marché de l'émigration s'y développe et prospère, se spécialisant sur les migrants sans (ou presque sans) ressources.

Pour aider et protéger les réfugiés et migrants juifs, notamment russes et roumains, les grandes organisations philanthropiques juives, avec à leur tête l'*Alliance Israélite Universelle*, puis, à partir du tournant du siècle, la *Jewish Colonization Association*, mettent en place des comités de secours fonctionnant sur l'ensemble du continent. Naissent ainsi de nouveaux réseaux continentaux et transcontinentaux, reliant acteurs européens et américains engagés dans l'assistance à l'émigration, et migrants et proches restés au pays. Cette dimension transnationale des migrations juives est-ouest avant 1930, guère examinée dans son lien avec l'aide privée à l'émigration, tout comme le rapport entre émigration « volontaire » et conflits interethniques, laissent de fortes empreintes dans les régions touchées.

### - Pourquoi la Galicie ? -

Le cas de la Galicie est emblématique. La région est à la fois plaque tournante et région du départ du mouvement migratoire : outre sa situation géographique, proche des terres d'où partent une grande partie des émigrants, c'est la gestion restrictive des frontières par le gouvernement de Berlin dès 1885 qui transforme la région en pays de transit. Puis, sans tarder, elle devient lieu de départ elle aussi. Le désir – la nécessité – de partir ne touche visiblement pas que les Juifs discriminés de l'Empire russe ou de Roumanie, mais aussi leurs coreligionnaires en Galicie, pourtant « émancipés ». Les statistiques sont sans équivoque : autour de 1900, la fièvre de l'émigration saisit l'empire des Habsbourg comme aucun autre pays en Europe. Entre 1901 et 1910, plus de 2,1 millions de ses habitants migrent vers les Etats-Unis ; avec 26,4 %, ils forment le plus grand groupe d'immigrés d'Europe. La proportion des Juifs parmi les immigrants originaires de Cisleithanie (la partie « autrichienne » de l'Empire) en 1901 s'élève à près de 11,5 % et est ainsi bien supérieure à leur part dans la population (4,6 %). La majorité est originaire de Galicie, où la population paraît particulièrement disposée au départ : pour les deux décennies entre 1890 et 1910, les

statisticiens de la monarchie comptent plus de 790 000 citoyens (juifs et non juifs) qui quittent la province durablement, un dixième de la population locale. Les migrants polonais-catholiques, puis les migrants ukraino-ruthènes, sont pour l'essentiel de jeunes hommes. En revanche, les Juifs quittent le pays en famille, vu la forte proportion de femmes, enfants et personnes âgées, signe du caractère définitif du départ. Les retours sont beaucoup moins fréquentes parmi eux : en 1908, leur part parmi les remigrants austro-hongrois s'élève à 1,4 %, alors que le pourcentage monte à 21,5 % pour les Polonais<sup>1</sup>. Les migrations polonaise et ukraino-ruthène s'insèrent avant tout dans une migration de travail (menant de plus en plus loin) qui se dirige vers les régions agricoles et industrielles en manque de main-d'œuvre, alors que les Juifs partent généralement vers les espaces urbaines, notamment New York et les grandes villes nord-américaines. Tous ne réussissent pas à atteindre ce but : pour beaucoup, le voyage se termine sur le chemin vers les grands ports. Des villes comme Vienne, Berlin, Paris et Anvers deviennent ainsi non seulement d'importantes stations de transit sur la route vers l'Amérique, mais elles accueillent aussi durablement des migrants. Avant 1914, ces mêmes villes, à l'exception de Paris, comptent d'ailleurs, parmi les immigrés juifs d'Europe orientale, une majorité originaire de Galicie, et non pas de Russie ou de Roumanie, qui, eux, bénéficient d'une aide matérielle facilitant le saut outre-Atlantique, ce qui n'est que rarement le cas pour les premiers. Ils ont souvent échoué là contre leur gré, par manque de moyens pour le trajet maritime ou en raison d'une santé jugée insatisfaisante, entraînant un refus d'embarquement par les compagnies maritimes. Leur apparence souvent inhabituelle – la Galicie est considérée comme haut-lieu de l'orthodoxie juive et du hassidisme, mais aussi de la mendicité – fait d'eux des cibles préférées des mouvements antisémites.

Outre cette place particulière pour la (trans)migration, la Galicie se distingue par les processus de construction nationale entamés dans cette province multiethnique, où les Polonais catholiques forment la majorité dans sa partie occidentale, alors que les Ukraino-Ruthènes, de confession grecque-catholique (uniate), habitent surtout la campagne de la Galicie orientale. Les deux groupes forment respectivement environ 40 % de la population. De fait, dans cet espace, les lignes de démarcation entre appartenances collectives se creusent le long des lignes confessionnelles. La part des Juifs, qui parlent le yiddish, s'élève à plus de 900 000 personnes à la veille de la Première Guerre mondiale, environ 11 % de la population. Au début de la période examinée, ils ne sont guère perçus comme une nation en propre – ni comme appartenant à l'un ou à l'autre groupe : aux clubs de lecture et surtout aux coopératives agricoles, fondés par les mouvements nationaux polonais et ukraino-ruthènes, les Juifs n'ont pas accès. Sous ces conditions, la conscience d'une nationalité juive se développe progressivement dans une région qui, jusqu'en 1917, est la seule région d'Europe orientale où les Juifs jouissent de l'égalité des droits. La constitution de la monarchie de 1867 garantit le libre accès aux institutions de l'Etat et, partant, permet

---

<sup>1</sup> Karl von ENGLISCH, « Die österreichische Auswanderungsstatistik », *Statistische Monatschrift*, éd. par la k.k. Statistische Zentralkommission, Brunn 1918 ; Wolfdieter BIEHL, « Die Juden », in : Adam Wandruszka/Peter Urbanitsch (dir.), *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, vol. III : Die Völker des Reiches, Vienne : Verlag Österreichische Akademie der Wissenschaften, 1980.

la poursuite des violences antisémites devant les tribunaux, une option qui en Galicie s'avère décisive pour les endiguer<sup>2</sup>.

Entre 1868 et 1873, la province obtient par ailleurs un statut d'autonomie politique et se transforme en base arrière pour les efforts de restauration d'un Etat polonais. Grâce à la coopération étroite entre Lwów et Vienne, les avancées dans ce domaine sont importantes. Au tournant du siècle, la Galicie, qui a accueilli un nombre important de réfugiés politiques de l'insurrection polonaise de 1863, s'impliquant désormais dans sa vie publique, est devenue le « Piémont » des nationalistes polonais, mais aussi ukraino-ruthènes. Ses élites conservatrices, composées essentiellement des nobles et grands propriétaires polonais, s'appuient sur le gouverneur (*Statthalter*), issu de leurs rangs et nommé par l'Empereur, pour promouvoir des projets politiques nationaux, dont notamment la « polonisation » du pays, à travers des écoles monolingues et la colonisation, par des Polonais catholiques, des terres situées dans les provinces de l'est. Le parlement (*Sejm*) de Lwów fonctionne quasiment en parlement national polonais ; la ville devient capitale « de remplacement » pour la nouvelle Pologne. Les tensions croissantes entre Polonais et Ukraino-Ruthènes se doublent par ailleurs de conflits sociaux de longue date, opposant en Galicie orientale grands propriétaires (polonais) et ouvriers agricoles (ukraino-ruthènes)<sup>3</sup>.

Quant aux Juifs, un faisceau de facteurs accélère l'exclusion *de fait* : ils se trouvent systématiquement entre les fronts, d'autant qu'ils occupent des positions charnières sur le plan économique (dans les villages et petites villes, on les trouve principalement dans les métiers du négoce, du prêt d'argent, du petit artisanat, mais aussi comme gestionnaire de grands propriétés), et sur le plan politique (ils envoient des députés au *Reichsrat*, le parlement de Vienne, dont seulement une partie rejoint le *Polen-Klub*). L'importation de produits industriels bon marché, fabriqués dans d'autres régions de la monarchie, évince progressivement les artisans et petits commerçants du marché du travail. Obligés de quitter leurs lieux de vie, ils s'activent d'abord comme simples colporteurs – un métier qui prolifère à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – avec des distances parcourues de plus en plus longues, puis en quittant la région pour de bon. L'obligation de chercher son gagne-pain ailleurs frappe d'ailleurs Juifs comme non-Juifs : au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la Galicie, province la plus grande et la plus peuplée de la Cisleithanie, se transforme de fait en « périphérie multiple et moderne, agricole et producteur de ressources », qui se « spécialise » dans la misère et, on l'a vu, dans l'émigration<sup>4</sup>. Pendant plusieurs décennies, ce territoire est ainsi

---

<sup>2</sup> Tim BUCHEN, *Antisemitismus in Galizien. Agitation, Gewalt und Politik gegen Juden in der Habsburgermonarchie um 1900*, Berlin : Metropolis, 2012.

<sup>3</sup> Jörg HACKMANN/Marta KOPIJ-WEISS, *Nationen in Kontakt und Konflikt. Deutsch-polnische Beziehungen und Verflechtungen 1806-1918*, Darmstadt : Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2014 ; Harald BINDER, *Galizien in Wien. Parteien, Wahlen, Fraktionen und Abgeordnete im Übergang zur Massenpolitik*, Vienne : Verlag Österreichische Akademie der Wissenschaften, 2005 ; et pour une perspective de politique culturelle : Philipp THER, *In der Mitte der Gesellschaft. Operntheater in Zentraleuropa 1815-1914*, Munich : Oldenbourg, 2006, p. 181-257 ; Stanislaw GRODZISKI, « Der Landtag des Königreiches Galizien und Lodomerien », in : Helmut Rumpel/Peter Urbanitsch (dir.), *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, vol. VII : Verfassung und Parlamentarismus, Vienne : Verlag Österreichische Akademie der Wissenschaften, 2000, p. 2131-2169.

<sup>4</sup> Klemens KAPS, *Ungleiche Entwicklung in Zentraleuropa. Galizien zwischen überregionaler Verflechtung und imperialer Politik (1772-1914)*, Vienne : Böhlau, 2015 ; Sławomir TOKARSKI, *Ethnic Conflict and Economic Development. Jews in Galician Agriculture 1868-1914*, Varsovie : Wydawnictwo Trio, 2003.

imprégné par le fait migratoire ; de nombreux liens et connexions naissent avec d'autres régions du continent, du monde.

### - Partir : commerce, routes, secours -

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe centrale et orientale devient l'un des lieux les plus lucratifs du commerce d'émigration sur le continent. Des compagnies maritimes internationales, notamment allemandes (*Hamburg-Amerika-Linie* et *Norddeutscher Lloyd*), découvrent le nouveau marché des migrants sans véritables ressources mais poussés à quitter la région. Chaque année, des centaines de milliers de ressortissants russes, roumains et austro-hongrois traversent l'Atlantique en entrepont ; un mouvement qui saisit dans un premier temps les Juifs, avant de s'étendre à l'ensemble de la population. Jusqu'en 1914, plus de trois millions parmi eux quittent l'Europe orientale, la plupart – environ les deux tiers – étant originaires de la Russie, suivis par ceux de Galicie (318 000) et de Roumanie (95 000)<sup>5</sup>.

Les débuts de ce mouvement massif remontent aux crises des réfugiés de Brody, une petite ville frontalière de la Galicie orientale d'environ 20 000 habitants, dont presque trois quarts sont de confession juive<sup>6</sup>. Au printemps 1881, elle sert de refuge pour plusieurs milliers de réfugiés et migrants juifs, poussés sur les routes par les pogromes qui se répandent dans le sud de la Russie, mais dépourvus des moyens nécessaires pour une émigration vers l'ouest. L'année suivante, de nouveaux pogromes, suivis, peu de semaines plus tard, de la promotion des « lois de mai » par le gouvernement russe, facilitant l'expulsion des Juifs des campagnes à l'intérieur même de la Zone de Résidence, multiplie leur nombre : de dizaines de milliers se rendent alors dans cette ville où ils espèrent obtenir une aide pour gagner l'Amérique. Les crises humanitaires successives trouvent un grand écho dans la presse européenne, provoquant une vague d'indignation et de solidarité à travers le continent<sup>7</sup>. A qui, à quelles institutions revient-il donc de venir aux secours de ces populations, campées dans et à la périphérie de cette petite ville frontalière ? Ni les autorités locales ni le gouvernement de Vienne ne semblent intervenir. Alors qu'un précédent existe : en 1875, le territoire de la monarchie avait déjà servi de refuge à des centaines des milliers de réfugiés chrétiens-orthodoxes, fuyant le soulèvement contre l'Empire ottoman en Bosnie et Herzégovine. Vienne, pas entièrement désintéressé, avait alors mis à disposition d'importants fonds servant à les accueillir<sup>8</sup>. Cette fois, ce sont cependant des associations privées, pour la plupart étrangères, à savoir les organisations philanthropiques juives, avec en tête l'*Alliance Israélite Universelle* (AIU, Paris), l'*Israelitische Allianz zu Wien* (IAW, Vienne) et l'*Anglo-Jewish Association* (AJA, Londres), qui dépêchent leurs délégués sur place. Ils

---

<sup>5</sup> Wlad.W. KAPLUN-KOGAN, *Die jüdischen Wanderbewegungen in der neuesten Zeit, 1880-1914*, Bonn : A.Marcus & E.Webers Verlag, 1919 ; Joseph JACOBS, « Jewish Population of the United States. Memoir of the Bureau of Jewish Statistics of the American Jewish Committee », *The American Jewish Yearbook* 5675, 1914, p. 345.

<sup>6</sup> Börries KUZMANY, *Brody. Eine galizische Grenzstadt im langen 19. Jahrhundert*, Vienne : Böhlau Verlag, 2011.

<sup>7</sup> Simon DOUBNOV, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris : Cerf, 1994.

<sup>8</sup> Jared MANASEK, « Protection, Repatriation and Categorization : Refugees and Empire at the end of the Nineteenth Century », *Journal of Refugee Studies*, vol. 30/2, 2017, 301-317.

prennent en main la prise en charge des réfugiés et coordonnent l'emploi des fonds collectés. Sur insistance des partenaires d'outre-Atlantique, le *Board of Delegates* (New York), ils procèdent effectivement à la sélection des personnes et familles pour n'envoyer que ceux jugés de bonne santé et aptes à gagner leur vie en Amérique, sans y tomber dans une nouvelle misère. Tous les autres doivent retourner en Russie. Les termes de la coopération transnationale ainsi mise en place sont fixés lors de plusieurs réunions rassemblant les délégués des principales organisations impliquées. Au sein de ce dispositif philanthropique, il y a un large consensus sur le fait que l'émigration ne peut s'effectuer qu'en direction du monde outre-Atlantique ; l'alternative est le rapatriement (soutenu financièrement). Seulement à titre exceptionnel, l'installation dans un autre pays européen est envisagée pour ceux qui demandent de l'aide<sup>9</sup>.

Les Juifs émancipés de l'ouest se trouvent ainsi directement confrontés à la précarité qui marque le quotidien des Juifs d'Europe orientale. Craignant l'exode massif des populations pauvres vers l'ouest, les responsables des organisations impliquées réalisent l'urgence d'une aide efficace. Dans les années qui suivent, de nombreuses écoles confessionnelles, des filières de formation artisanale et agricole, ainsi que des caisses de prêt sont fondées en Russie, Roumanie et en Galicie pour améliorer la situation et développer le petit entrepreneuriat sur place. Ces initiatives ne parviennent toutefois pas à freiner le mouvement ; d'autant moins que les crises de Brody ne sont que les premières d'une longue série, le passage des réfugiés donnant le *rythme* au mouvement traversant la Galicie. Des comités de secours sont formés aux principaux passages frontaliers de la monarchie, ainsi qu'à Lwów (Lviv) et à Cracovie, puis dans les pays traversés en direction des principaux ports européens. Ils offrent aux migrants qui en ont besoin du logement, de la nourriture, des titres de transport, au début aussi du pécule, et des renseignements pratiques. C'est ainsi qu'ils deviennent les *vecteurs* du flux migratoire, en exerçant une influence certaine sur le choix des routes et destinations. En les guidant (et, dans une certaine mesure, contrôlant), l'objectif est d'éviter que ces migrants se dirigent vers un seul pays, ou que leur voyage se termine en route, là où ils pourraient nourrir les tendances antisémites.

Néanmoins, la coordination du réseau ainsi construit à travers le continent dépasse largement les capacités des organisations et comités impliqués. L'éparpillement des efforts et la difficulté croissante, dès les années 1880, à identifier des destinations pouvant accueillir un nombre conséquent d'immigrants, tout en offrant les conditions nécessaires pour une rapide insertion, incitent le riche entrepreneur – et membre du comité central de l'AIU –, le baron Maurice de Hirsch à fonder en 1891 la *Jewish Colonization Association* (JCA). Munie d'importants fonds pour ses activités, celle-ci se positionne progressivement en tant que principale coordinatrice et source de financement pour les associations et comités actifs en Europe et ailleurs. Des antennes sont installées à Saint-Pétersbourg et à Vienne, où la JCA entend agir à deux niveaux, à travers l'aide accordée aux émigrants juifs russes ou roumains, puis à travers des projets de formation et de prêt lancés en faveur de la population juive en Russie, en Roumanie, mais aussi en Galicie – œuvre qui vise également à

---

<sup>9</sup> Cf. Zosa SZAJKOWSKI, « Emigration to America or Reconstruction in Europe », *Publications of the American Jewish Historical Society*, 42/2, 1952, p. 157-188.

améliorer les qualifications de ceux qui partent. L'idée de rendre plus « productive » les populations vivant proche de la misère s'insère dans l'esprit du temps, marqué par un mouvement réformateur prônant l'éducation et la formation des masses populaires pour améliorer leur sort, alors que le travail agricole et d'artisan doit favoriser l'intégration sociale. La majorité des migrants transatlantiques traverse le territoire allemand, passant par Berlin pour atteindre les ports de Hambourg et Brême. Avec la multiplication des flux et les premières lois restrictives aux Etats-Unis dès le milieu des années 1880, des contrôles stricts sont imposés aux stations frontalières allemandes : y sont examinés l'état de santé, la quantité d'argent en liquide que les migrants portent avec eux (un minimum assez élevé est fixé) mais aussi les titres de transport maritime. Le transit à travers l'Empire devient désormais impraticable pour les plus faibles<sup>10</sup>. Une route de contournement apparaît, passant via Vienne et Bâle, en direction des grands ports de l'Europe occidentale, tels Anvers, Rotterdam et Le Havre. Le voyage est plus long, les chemins de fer plus coûteux, mais les contrôles y paraissent moins stricts et les titres de transport maritimes – par exemple de la *Red Star Line* d'Anvers – plus abordables. Cette route alternative s'ouvre grâce à l'intervention des comités de secours locaux, négociant des conditions de transmigration et des tarifs de transport plus avantageux. L'exemple d'Anvers est significatif : troisième port pour l'émigration transatlantique en provenance de Galicie avant 1914, il en devient même le premier au début des années 1920. Les nombreux migrants qui s'y installent avec le temps, agrandissent progressivement la communauté locale, en modifiant profondément son visage, sa composition. Les immigrés juifs d'Anvers, originaires en grande partie de Galicie, cultivent d'ailleurs pendant des décennies leur lien particulier avec cette région, même après la disparition officielle de celle-ci en 1918, et ne se mêlent pas aux immigrés juifs originaires d'autres régions polonaises.

### - Ouvrir : espaces transnationaux, appartenances multiples -

Cette mobilité du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par les allers, les retours, les migrations interrompues, tout comme par les activités de secours, mais aussi de commerce qui entourent le mouvement, crée des espaces d'un nouveau genre qui, contrairement aux décennies précédentes, ne sont plus confinés aux élites sociaux ou politiques. Les actions philanthropiques renforcent d'abord la connexion transnationale d'élites juives de part et d'autre du continent et de l'Atlantique, se réclamant de « l'occident » et des Lumières et réunies autour d'un projet de bienfaisance au bénéfice des coreligionnaires vivant dans la grande précarité. Un deuxième espace de communication transnationale naît grâce aux migrants eux-mêmes, entre nouveau et ancien monde, qui ne se traduit non seulement par

---

<sup>10</sup> Zosa SZAJKOWSKI, « Sufferings of Jewish Emigrants to America in Transit through Germany », *Jewish Social Studies*, 39/1-2, 1977, p. 105-115 ; Frank CAESTECKER/Torsten FEYS, « East European Jewish migrants and settlers in Belgium, 1880-1914. A transatlantic perspective », *East European Jewish Affairs*, 40/3, 2010, p. 261-284 ; Jochen OLTMER, « 'Verbotswidrige Einwanderung nach Deutschland' : Osteuropäische Juden im Kaiserreich und in der Weimarer Republik », *Aschkenas* 17-1, 2007, p. 97-121 ; Tobias BRINKMANN, « 'Mit Ballin unterwegs'. Jüdische Migranten aus Osteuropa im Transit durch Deutschland vor dem Ersten Weltkrieg », *Aschkenas*, 17/1, 2007, p. 75-96.

le transfert de biens, de moyens financiers ou encore d'idées et pratiques culturelles d'un pays à l'autre, mais aussi par la naissance d'espaces connectés, marqués par un échange, une interaction dans les deux sens. En somme, la migration induit une nouvelle forme de communication. L'interconnexion d'espaces aussi différents atténue progressivement la dichotomie est-ouest ; d'autres mobilités (d'étudiants, commerciales, culturelles, etc.) se greffent sur cette grande migration. Elles incitent à mettre en question le supposé antagonisme perçu entre repli national ou identitaire (résidant dans une prise de conscience de l'appartenance à une nation, alors en pleine progression en Europe centrale et orientale) et ouverture à « l'extérieur » du collectif.

L'examen d'une migration aussi importante ne peut donc se limiter à l'événement migratoire ; il doit s'étendre aux conséquences, aux changements et mutations repérables parmi les populations (et espaces géographiques) touchés. Dans les faits, de vifs débats s'enflamment au sujet d'une migration envisagée comme solution à la misère juive, des directions qu'elle doit prendre, mais aussi sur le principe d'accorder une assistance aux plus démunis des migrants – ce qui revient à un encouragement – ; débats menés au sein des organisations et comités, mais aussi entre certains intellectuels originaires de « l'ouest » et de « l'est », souvent en référence à ce qu'ils appellent, pour l'Europe orientale, la « question juive » : où se situe donc l'avenir des Juifs de cette région, face à l'assimilation, aux nationalismes et aux politiques ou attitudes d'exclusion, en plein essor ? Ce débat affecte bien entendu les mouvements tel le sionisme, *Poale Tzion* ou le *Bund*, qui puisent leurs forces d'origine dans les mêmes contextes et régions, tout en se heurtant au rejet catégorique par les élites établies. Les liens créés à travers la migration renforcent leur poids, à la fois dans les régions du départ et dans les pays d'accueil. Car, dans cette nouvelle connectivité entre « est » et « ouest », les anciens émigrants restent durablement engagés. Aux Etats-Unis, leurs associations, notamment les *landsmanshaftn*, développent progressivement du poids (politique) et de l'importance (financière) pour défendre la cause aussi de nouveaux migrants. Elles s'efforcent de s'imposer face à des autorités limitant l'accès aux territoires américains, mais aussi face aux organisations de secours plus anciennes, jugées élitaires et dénoncées pour une attitude méprisante à l'égard des protégés originaires « de l'est ». Ces associations d'anciens migrants, pour la plupart regroupées selon leurs lieux d'origine, ne servent non seulement des filets de sauvetage en cas de situation (matériellement) difficile, mais donnent aussi accès aux réseaux sociaux permettant de s'intégrer tout en gardant le contact avec l'ancien monde, établissant ainsi un lien étroit entre nouveau et ancien monde<sup>11</sup>.

L'importance de ce pont créé par les migrants se révèle avec l'entrée en guerre de l'Europe à partir de l'été 1914 et l'apparition de fronts militaires, qui mettent en morceau le réseau philanthropique et un terme au financement de l'aide à l'émigration. Certes, dès les premiers jours du conflit, l'émigration transatlantique et transcontinentale s'arrête plus ou moins brusquement. Mais les déplacements de populations ne continuent pas moins : en parallèle aux expulsions et évacuations par la nouvelle administration militaire à l'encontre des populations juives des régions occidentales de l'Empire tsariste, l'invasion des armées

---

<sup>11</sup> Daniel SOYER, *Jewish Immigrant Associations and American Identity in New York, 1880-1939*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1997.

russes sur le territoire de la Galicie orientale dès le début du mois d'août 1914 provoque une fuite massive des populations locales, et avant tout juives, vers l'intérieur de la monarchie austro-hongroise. Entre 1914 et 1916, le front oriental se déplace à plusieurs reprises sur le territoire galicien, dévastant et détruisant des villes et villages entiers. La plupart des réfugiés de guerre juifs se dirigent vers Vienne ; pour l'année 1915, les estimations concernant leur nombre s'élèvent à plus de 150 000, présents dans la capitale. Les associations d'anciens migrants aux Etats-Unis entrent alors dans leur « période héroïque<sup>12</sup> ». Mises sur les rangs par les inquiétantes nouvelles venant des fronts en Europe et diffusées en détail par la presse yiddishophone, elles mettent en place de nombreuses manifestations publiques ; les rencontres religieuses et associatives sont désormais placées sous le signe de la solidarité et de la collecte. Entre 1914 et 1924, plusieurs millions de dollars sont rassemblés en faveur des populations juives, victimes de guerre en Europe centrale et orientale. La mobilisation donne un nouvel élan, inédit, aux associations, leur permettant de surmonter les clivages internes qui avaient jusque-là fortement divisé le milieu. Au centre se trouvent deux objectifs distincts : venir financièrement à l'aide des réfugiés et victimes de guerre juifs, mais aussi rétablir le contact personnel avec les membres de famille restés en Europe, avec la transmission de courriers et d'argent de famille en famille. Deux organisations centralisent les demandes soumises par les familles ou associations : l'*American Jewish Joint Distribution Committee* (JDC/Joint), fondé en novembre 1914, et, à partir de 1915, la *Hebrew Sheltering and Immigrant Aid Society* (HIAS). Celle-ci, fondée dès 1902 par d'anciens migrants originaire de Russie, s'était rapidement développée grâce à son action en faveur de nouveaux immigrants, notamment à travers un bureau installé sur Ellis Island en 1903. En 1915, HIAS envoie un délégué en Europe, Isidor Hershfield, qui ouvre un bureau à Rotterdam, centralisant les échanges de courriers et de fonds, et se rend ensuite à Berlin pour, secondé par le *Hilfsverein der Deutschen Juden*, parcourir les territoires occupés des Empires centraux à la recherche des familles. L'année suivante, le Joint envoie à Vienne, auprès de l'*Israelitische Allianz zu Wien*, Judah L. Magnes, relayé en 1917 par Maximilian P. Schiff. A leur retour en Amérique, ces délégués prennent la parole devant les assemblées des *landsmanshaftn* pour témoigner de leurs impressions et expériences, stimulant ainsi considérablement le désir de venir au secours des coreligionnaires en Europe.

L'action n'est d'ailleurs guère entravée par les autorités sur place, qui voient même d'un bon œil, non seulement le soulagement que représente cette aide venue d'Amérique pour les caisses publiques consacrées aux réfugiés, mais aussi les efforts de reprise d'une émigration juive, en rapport avec l'établissement d'un Etat polonais satellite : en novembre 1916, le gouvernement militaire austro-hongrois de Lublin, se référant au « problème du judaïsme en Pologne », signale ainsi ses bonnes dispositions à l'égard d'un notaire newyorkais, représentant de la compagnie *Holland-America-Line* et œuvrant pour la reprise de l'émigration (après la fin des hostilités) des Juifs des territoires de la nouvelle Pologne ; une opération alors jugée « inévitable ». Apparemment, à en croire l'ambassadeur austro-

---

<sup>12</sup> D'après l'essayiste Borukh Rivkin, cité par Soyer (*ibid.*), qui en fait le titre du chapitre sur la période de la Première Guerre mondiale.



hongrois de Berlin, le gouvernement allemand partage cette vue<sup>13</sup>. L'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 met cependant provisoirement fin aux contacts et fonds envoyés. Les efforts reprennent au début des années 1920, lorsque Joint et HIAS, chacun de son côté, s'implantent durablement en Europe pour contribuer à la reconstruction d'anciens habitats et infrastructures, témoignant ainsi de l'impact durable de la migration étudiée.

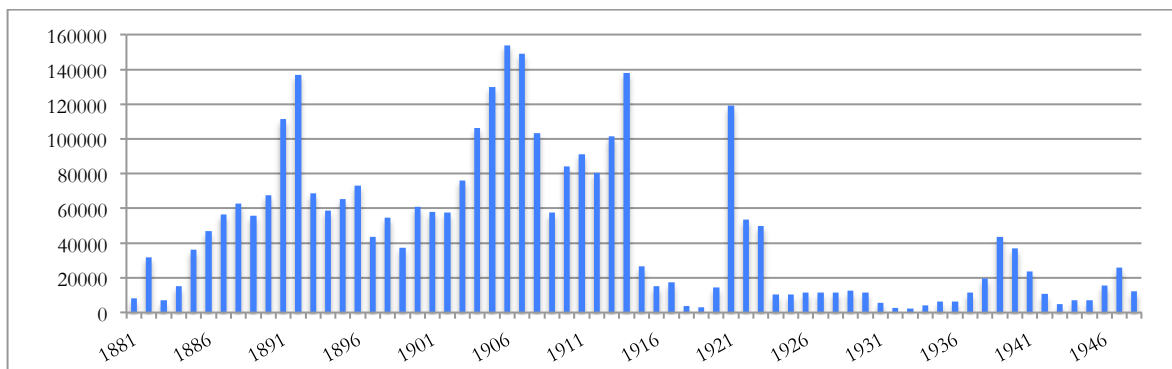
### **- Devenir : conséquences, références, continuités -**

A la fin de la guerre, les empires de l'Europe centrale et orientale s'effondrent, de nouveaux Etats naissent. La création d'un foyer national juif en Palestine, auquel le gouvernement britannique s'est déclaré favorable en novembre 1917, ne semble guère sérieusement envisagée dans l'immédiat. Vers où se dirigent les nombreux réfugiés juifs et déplacés de guerre ? La question se pose d'autant plus qu'à partir de novembre 1918, la région située entre la mer baltique et la mer noire est secouée par des guerres « hybrides », marquées par de nombreux pogromes et autres violences antisémites. La Galicie devient l'un des épicrocentres des guerres polono-ukrainienne et polono-soviétiques ; les hostilités ne cessent que vers 1923. De surcroît, les gouvernements successeurs se montrent pour la plupart très récalcitrants à accueillir sur leur territoire les réfugiés juifs. Ils réclament des preuves concernant l'ancienne domiciliation sur le sol du nouvel Etat, souvent impossibles à fournir en raison des destructions de guerre, et refusent en outre d'accueillir les réfugiés de la guerre civile en Russie. Le sort complètement incertain des « apatrides », très nombreux dans l'Europe d'après 1917/1918, nécessite finalement la création d'un Haut-Commissariat des réfugiés auprès de la Ligue des Nations, œuvrant pour favoriser le plus de rapatriements possibles. Car la situation des apatrides est rendue d'autant plus difficile que l'émigration outre-Atlantique est freinée par les restrictions croissantes imposées par les pays principaux destinataires d'avant guerre. L'année 1921 mise à part, l'émigration juive transcontinentale n'atteindra plus jamais l'échelle des années d'avant 1914, comme le montre le graphique suivant, reflétant les statistiques d'immigration juive des Etats-Unis pour la période entre 1881 et 1948<sup>14</sup> :

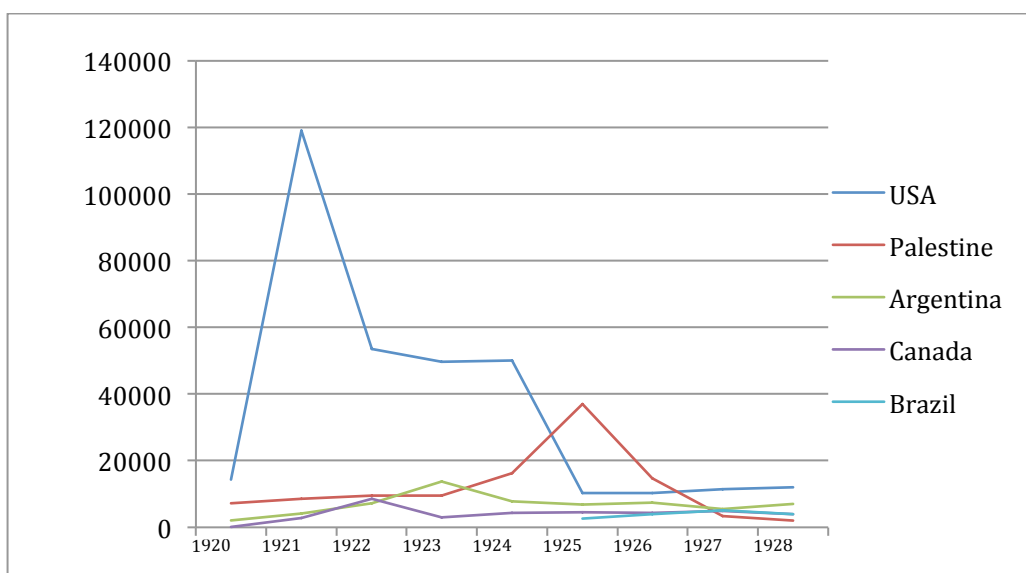
---

<sup>13</sup> Archives d'Etat d'Autriche, Vienne, HHStA, MdÄ AR F15-56-1, correspondances au sujet d'Henry C. Zaro, banquier et notaire de New York, 1916-1917 (copie d'une note du *k.u.k. Armeoberkommando* de Lublin, 8 novembre 1916, et note de l'ambassadeur austro-hongrois de Berlin, 28 octobre 1916).

<sup>14</sup> D'après les données rassemblées par Mark WISCHNITZER, *To Dwell in Safety. The Story of Jewish Migration since 1800*, Philadelphia : Jewish Publication Society of America, 1948, p. 289.



D'autres pays aux Amériques emboîtent le pas aux Etats-Unis, premiers à introduire des quotas en 1920 et 1924 ; dès la deuxième moitié des années 1920, à l'exception d'une brève période où il fut possible de s'installer en Palestine, les frontières des principales destinations en dehors de l'Europe sont largement fermées, comme l'illustre le graphique reprenant le nombre d'immigrants juifs par principal pays destinataire<sup>15</sup> :



L'émigration reprend donc dans un contexte et sous des conditions sensiblement différents ; alors que l'assistance au départ s'inscrit dans une logique de continuité par rapport à la période d'avant-guerre : plus que jamais, l'accent est mis sur l'encadrement des migrants, avant, pendant et après le départ, l'objectif étant d'assurer une insertion rapide.

Au vu des fortes difficultés que les migrants ont à surmonter pour quitter l'Europe, la *Jewish Colonization Association* s'efforce d'aboutir à la concentration des forces à travers une plus forte coordination centrale, qui doit aussi procurer aux migrants un soutien institutionnel plus efficace et reconnu sur le plan international. Or, la position centrale qu'elle se propose

<sup>15</sup> Selon les données rassemblées par HICEM pour son (premier) rapport d'activité (inédit), 1929, Archives du YIVO, New York, RG 245.

d'occuper elle-même dans ce dessein suscite méfiance et résistance auprès des nouveaux comités et organisations fondés depuis la fin de la guerre, sceptiques vis-à-vis de cette organisation issue des élites assimilées de l'Europe occidentale. La JCA se rapproche ainsi des organisations américaines, notamment du Joint et de HIAS, tout comme de la nouvelle organisation fondée en Pologne, la *Jewish Emigration Association/Żydowskie Centralne Towarzystwo Emigracyjne* (JEAS). Ce n'est néanmoins qu'en 1927 que ces efforts aboutissent dans une nouvelle organisation, HICEM<sup>16</sup>, rassemblant JCA, HIAS et *Emigdirect*, organisation regroupant plusieurs autres associations en Europe centrale. Peu d'années plus tard, HICEM se trouvera en première ligne pour venir à l'aide des réfugiés chassés de l'Allemagne nazie.

Pour aborder les questions de continuité et les conséquences à plus long terme, outre le rôle joué par ces « organisations non-gouvernementales » du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, il convient de s'interroger sur la portée et les effets de ces déplacements massifs, et plus ou moins volontaires, leur interprétation et évaluation par les contemporains, à l'aune de l'éveil nationaliste en Europe centrale et orientale. Où la migration, devenant une variable pour la transformation de certaines régions, est mise en lien direct avec diverses conceptions de *nation-building*. En effet, la situation des minorités juives en Europe centrale et orientale d'avant 1930, considérées comme inassimilables par bon nombre de mouvements nationalistes locaux – et par ricochet dépourvues d'une quelconque légitimité à demeurer sur le sol où, pourtant, ils résidaient depuis plusieurs siècles –, est révélatrice. Elle incite à s'interroger sur la promotion, par les contemporains, « experts » politiques et intellectuels, mais aussi les pouvoirs et puissances politiques, de l'émigration de masse en tant que solution proposée aux défis soulevés par la pluralité ethnique et un antisémitisme fortement instrumentalisé. Elle incite en outre à s'interroger sur les logiques et pratiques, les références et les modèles prônés en vue de la pacification (à comprendre : purification) interethnique d'un quelconque territoire ; en référence à une émigration financée par des organisations non-gouvernementales venues « de l'étranger », et en dehors de tout cadre négocié entre gouvernements concernés, pourtant fortement intéressés par le phénomène. En effet, force est de constater que durant la période étudiée, les populations juives ne sont protégées par aucun Etat, par aucune autorité religieuse ou séculière ; elles ne parviennent pas à mobiliser des puissances internationales en vue d'une protection diplomatique, à l'instar de ce qui se produit en faveur des réfugiés et migrants des Balkans d'entre 1878 et 1914. Leur protection repose dès lors sur de réseaux informels, transnationaux et de l'aide philanthropique privée. L'expérience d'impuissance face aux actes gouvernementaux arbitraires, face au statut de minorité discriminée, connectée à l'expérience de la migration et la question de l'« organisation » de celle-ci, puis les violences subies à la fin de la Première Guerre mondiale, marquent la « conscience juive » bien avant la période nazie. L'intérêt d'une « histoire longue » de cette minorité *par excellence* mais non reconnue paraît évidente et paradigmatique pour toute analyse de l'Europe « des nations ». Elle l'est

---

<sup>16</sup> Abréviation pour « HIAS-JCA-EMIGDIREKT (Association pour l'Emigration) ». Elle fonctionnera jusqu'en 1945, moment de sa dissolution ; cf. Laura HOBSON FAURE, *Un « plan Marshall juif ». La présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954*, Paris : Armand Colin, 2013, p. 127-128.

d'autant plus qu'une importante partie des Juifs déportés entre 1942 et 1945 depuis les pays jadis démocratiques de l'Europe occidentale, vers les camps d'extermination nazis, est originaire d'Europe orientale, ayant migré vers l'ouest durant la période étudiée. Dans la même veine, concernant plus spécifiquement l'héritage de la Galicie, il paraît significatif que Benjamin Murelstein, né en 1905 à Lwów, se vantera dans les années 1970 vis-à-vis du cinéaste Claude Lanzmann d'avoir appris à Adolf Eichmann le savoir-faire de l'émigration<sup>17</sup>. Dans les faits, l'expérience migratoire fait intégralement partie des mondes vécus juifs au XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>17</sup> La conversation a été intégrée dans le film de Claude LANZMANN, *Le Dernier des Injustes* (2013).